

# Autonomie et luttes ouvrières (1986) <sup>1</sup>

**MOTS CLES<sup>2</sup> : remodelages du capitalisme ; cycles longs et cycles courts de la plus-value relative ; récupération des luttes ; État Élargi et État Restreint ; les deux classes capitalistes (bourgeois et gestionnaires) et les deux vies de la classe ouvrière**

Pour parler de l'autonomie, ou du mouvement ouvrier, ou même de la société en général, je pense que la question centrale est celle de la plus-value. Je commencerai donc par la vieille formule de la plus-value : *Le temps de travail incorporé dans la force de travail est inférieur au temps de travail que la force de travail est capable de dépenser dans le processus de production.*

L'expression «*est capable de*», que je souligne ici, transforme ce modèle en un modèle ouvert. Lorsque l'on dit que le travailleur est capable de dépenser un temps de travail supérieur celui à celui incorporé dans sa force de travail, cela signifie que les limites de ce temps de travail à dépenser ne sont pas fixes et dépendent précisément de la *capacité* de l'ouvrier à *travailler* ou à *ne pas travailler*. En d'autres termes, le modèle de la plus-value est ouvert aux conflits sociaux. J'accorde à cette expression le sens le plus large possible, du sabotage individuel à la lutte organisée et collective. Sabotage, on le sait, vient du français *sabot*. Au début de l'industrialisation, les ouvriers français jetaient leurs sabots dans les machines pour les arrêter, voire pour détruire les engrenages. Par la suite, les engrenages sont devenus plus sophistiqués, les moyens d'arrêter les machines sont devenus plus puissants aussi. Mais au centre de tout cela, il y a ces trois mots «*est capable de*».

C'est pourquoi l'économie de Marx, ou plus exactement une bonne partie de celle-ci, est fondée sur un modèle ouvert aux luttes sociales ; et elle peut analyser l'activité économique sous tous ses aspects et à toutes les étapes. Pour que le calcul mathématique fonctionne en économie, il faut présupposer une certaine constance des conditions relatives aux facteurs analysés. Si des conflits sociaux interviennent et modifient constamment ces conditions, les modèles mathématiques deviennent inopérants. La vie économique est d'autant plus mathématisable que les luttes sociales sont moins aiguës. C'est pourquoi un domaine de l'activité économique échappe totalement aux économistes universitaires : l'économie des périodes révolutionnaires. L'économie universitaire ne peut envisager les périodes révolutionnaires que comme non-économiques, ou anti-économiques. Or, à partir d'un modèle comme celui de la plus-value, au contraire, nous avons toute latitude pour concevoir soit une économie qui se déroule dans une normalité complète – c'est-à-dire dans la normalité capitaliste, sans luttes sociales ou avec un minimum de conflits –, soit une économie fractionnée par les luttes sociales.

Si nous reprenons la vieille formule de la plus-value, nous verrons que l'antagonisme entre le prolétariat et les capitalistes tourne autour de deux dimensions, dont l'existence est le pivot de ce que j'ai l'intention d'expliquer ici aujourd'hui. Et le prolétariat, en tant que classe, est

---

<sup>1</sup> Ce texte a été publié dans l'ouvrage collectif dirigé par Lúcia Bruno et Cleusa Saccardo, *Organizaçã, Trabalho e Tecnologia*, Atlas, 1986. Il reprend le contenu de deux conférences données en novembre 1984 mais certains passages ont été développés, en tenant compte des questions soulevées lors des débats qui ont suivi ces exposés. Cet article a été également reproduit dans une anthologie de textes de João Bernardo, *Era um mundo, libertar-se do mundo morto*, publiée aux Editions Vosstanie, en 2019 (NdT).

<sup>2</sup> Je me suis permis d'ajouter ces mots-clés au texte original pour donner une idée de l'ampleur des questions traitées dans ce texte dense mais court (NdT).

écartelé entre ces deux dimensions. Pour utiliser une expression métaphorique, je dirais que le prolétariat a deux vies et qu'il a beaucoup de mal à les articuler.

Examinons la première dimension :

Si le prolétariat veut réduire le temps de travail qu'il dépense dans le processus de production, la solution apparemment la plus simple qui s'offre au capitaliste est celle de la répression. Mais l'efficacité marginale de la répression s'épuise très rapidement. N'importe quel patron sait que, s'il mettait un policier derrière chaque ouvrier, il ne pourrait pas obtenir un travail efficace et qu'en plus il lui faudrait enseigner à ces policiers les étapes nécessaires à la production pour qu'ils forcent le travailleur à les accomplir. Il finirait donc par transformer chacun de ses policiers en travailleurs et par avoir deux travailleurs au lieu d'un. Cette absurdité montre que, au-delà d'un certain point et en tant que solution générale, la répression est une voie impraticable pour le Capital.

Le procédé le plus économique dont dispose le Capital consiste à agir sur le premier terme de la relation de la plus-value. Le prolétaire, en réduisant son temps de travail, agit sur le second terme de cette relation. La réponse du capitaliste agit sur le premier terme en réduisant le temps de travail incorporé dans la force de travail. En d'autres termes, le capitaliste cherche à rendre plus productifs les processus de fabrication des biens consommés par les travailleurs. Il ne peut cependant le faire sans augmenter également la productivité dans la fabrication des machines qui produiront ces biens. Et ainsi de suite. En conclusion, en agissant sur le premier terme du rapport de la plus-value, en réponse à la lutte des travailleurs, le capitaliste déclenche un mécanisme global d'augmentation de la productivité qui s'étend à l'ensemble de l'économie. Tel est le processus de développement de la plus-value relative. Le déclenchement d'une lutte et la réponse immédiate du capitaliste définissent ainsi un cycle de la plus-value relative<sup>3</sup>. Compte tenu de ce que je dirai plus tard, je peux déjà identifier des *cycles courts de la plus-value relative*.

Voyons maintenant la deuxième dimension, la deuxième des vies entre lesquelles le prolétariat est écartelé :

Lorsque les ouvriers luttent, à condition qu'ils le fassent de manière autonome et avec un minimum d'organisation, ils attaquent la discipline de l'usine. Il faut donc distinguer très clairement entre, d'une part, la revendication et, d'autre part, les formes de rapports sociaux qui s'établissent entre les travailleurs lorsqu'ils défendent une revendication. J'insiste sur ce point parce que l'on rend fréquemment compte des luttes prolétariennes en termes de revendications formulées : quarante ou trente heures par semaine, suppression du chômage, etc. Et les journalistes, les historiens et les chercheurs ont tendance dans la plupart des cas – pas tous, heureusement – à passer sous silence les formes que prennent les rapports sociaux créés par les travailleurs dans une lutte. La revendication est l'élément d'une lutte auquel le capitaliste peut répondre en augmentant la productivité, en accélérant les cycles courts de la plus-value

---

<sup>3</sup> «Je nomme plus-value absolue la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail, et plus-value relative la plus-value qui provient au contraire de l'abréviation du temps de travail nécessaire et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties dont se compose la journée. Pour qu'il fasse baisser la valeur de la force de travail, l'accroissement de productivité doit affecter des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire des industries qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier ou les moyens de production de ces marchandises. En faisant diminuer leur prix, l'augmentation de la productivité fait en même temps tomber la valeur de la force de travail. Au contraire, dans les branches d'industrie qui ne fournissent ni les moyens de subsistance ni leurs éléments matériels, un accroissement de productivité n'affecte point la valeur de la force de travail.» Karl Marx, *Le Capital*, Livre I (NdT).

relative, selon le processus que je viens d'expliquer. C'est pourquoi de nombreux journalistes et chercheurs s'intéressent surtout à l'énoncé des revendications. C'est à celles-ci que le Capital répond immédiatement, et ces journalistes et chercheurs font partie intégrante du processus de décision du capitalisme.

Soit la revendication s'exprime dans le cadre des institutions des entreprises, sous la direction des syndicats bureaucratisés, et est donc subordonnée à la structure capitaliste de l'usine et à sa discipline – dans ce cas on ne voit surgir aucune nouvelle forme de rapports sociaux ; soit la revendication s'exprime en rupture avec le Capital – et cette rupture ne s'opère jamais avec des travailleurs soumis à la discipline de l'usine. Par conséquent, lorsque se produit une rupture avec le Capital, nous devons immédiatement nous soucier des nouvelles formes d'organisation des travailleurs. Quelle est l'organisation, quels sont les rapports sociaux qui s'opposent à la structure capitaliste du procès de travail et qui vont la remplacer pendant la durée de la lutte ?

Selon moi, les rapports sociaux communistes naissent au sein de ces nouvelles formes de rapports sociaux. Je ne considère pas le communisme comme une utopie, au sens d'une société rêvée selon un idéal, ni comme un projet situé dans le futur. Les rapports sociaux communistes, au sens large que je vais préciser, s'enracinent dans le présent et ont toujours été situés dans le présent de ce mode de production. Ils ont toujours été contemporains du capitalisme, à tous ses stades. Je vais maintenant expliquer davantage ma position.

Un mode de production ne se résume pas à des rapports sociaux. Un mode de production repose sur l'organisation de certaines forces productives selon des rapports sociaux donnés. Tant que les formes du communisme se limitent aux rapports sociaux créés dans la lutte prolétarienne, ils ne sont pas un mode de production, ils ne le sont que de façon embryonnaire. Que leur manque-t-il alors ? Si une lutte donnée se poursuit, soit parce que le patron résiste et que les travailleurs sont assez forts pour continuer le combat, soit parce que, bien que des patrons isolés aient cédé, la lutte s'étend à d'autres secteurs et à d'autres régions, les travailleurs sont alors confrontés à la nécessité de garantir la continuité de la production dans les entreprises qu'ils finissent par tenir entre leurs mains. Qu'on l'apprécie ou pas, cette donnée est une nécessité incontournable. Les salaires ne sont pas payés, les travailleurs doivent vivre et ils disposent des éléments qui assurent leur subsistance. Ils commencent alors à organiser la production dans les entreprises qu'ils dominent. Dès lors, les rapports sociaux créés dans la lutte se projettent vers les forces productives et peuvent commencer à les réorganiser. C'est à ce moment-là que le communisme peut passer de simples rapports sociaux à un véritable mode de production.

Jusqu'à présent, cependant, le mouvement ouvrier est resté dans l'expectative quant à cette nouvelle phase, il est arrêté avant son commencement. Les expériences de réorganisation des forces productives par l'expansion des rapports sociaux issus de la lutte ont été extrêmement rares et brèves. Pourquoi ?

Pour répondre à cette question, cruciale pour le développement du mouvement ouvrier, commençons par analyser la pluralité des situations dans lesquelles se trouvent les travailleurs au cours d'une lutte. La plupart des courants marxistes, et pas seulement eux, considèrent que la base de cette diversité reposerait sur la distinction entre l'«avant-garde» ouvrière et les «masses» travailleuses. Dans l'interprétation que je propose ici, il est cependant impossible de définir *une* avant-garde ouvrière. Bien sûr, les avant-gardes existent dès que des luttes se déclenchent. Si une lutte éclate dans une entreprise et pas dans les autres, cette entreprise constitue l'avant-garde ; s'il y a trois ou quatre individus en son sein qui commencent à animer la lutte, ils représentent l'avant-garde. Mais ces généralités ne nous apprennent rien de neuf. Dans ce sens, l'avant-garde existe pour tout, toujours, en toutes circonstances.

Les théories de l'avant-garde, qui sous-tendent les conceptions des partis ayant une base ouvrière, impliquent tout autre chose : elles impliquent la possibilité d'organiser les avant-

gardes de telle sorte que l'avant-garde définie à un moment donné continue à l'être par la suite. Tout parti ayant une base ouvrière s'attribue une représentativité qui vient seulement de sa prétention à incarner une avant-garde permanente, éduquée pour cet objectif. Et je nie toute validité à cette position.

À mon avis, les avant-gardes changent historiquement. Tant que le mouvement ouvrier se concentrera sur le processus de lutte dans les entreprises, les avant-gardes d'un moment donné ne le seront plus au moment suivant ; en outre, au cours d'un même moment, il est impossible de les définir de manière absolue. En partant de cette constatation, nous pouvons commencer à comprendre pourquoi, jusqu'à présent, la projection, sur les forces productives, des rapports sociaux issus de la lutte a été suspendue.

Je rappellerai un exemple fourni par les événements qui se sont déroulés au Portugal en 1974 et 1975. Les grandes entreprises du secteur métallurgique, de la sidérurgie, du bâtiment et de la réparation des pétroliers, ces entreprises qui constituaient traditionnellement le cœur industriel du prolétariat portugais, ont été les premières à impulser la marche en avant des travailleurs, à imposer l'autonomie ouvrière dans le processus politique qui a suivi la chute du salazarisme<sup>4</sup>. En ce sens, ils constituaient une avant-garde. La lutte s'est énormément développée et a englobé la classe ouvrière de tout le pays. L'un des indices les plus révélateurs de l'antagonisme entre les rapports sociaux créés durant cette lutte et la discipline capitaliste de l'usine est le slogan «*Quem suja, limpa*» (Qui salit nettoie). Ce slogan est né de façon totalement spontanée au cours de l'été 1974 et s'est largement répandu. «Qui salit nettoie» est le résultat de la pression exercée par les travailleurs les moins qualifiés, ceux qui assistent les ouvriers qui font fonctionner les machines et qui, en général, aident les ouvriers qualifiés en leur apportant les outils et les matériaux nécessaires au processus de travail. Ce mot d'ordre signifie que les ouvriers les plus qualifiés, qui salissent le sol, l'établi ou les machines sur leur poste de travail, doivent les nettoyer. Et ils doivent le faire pendant les heures de travail, bien sûr, car ils ne sont pas censés travailler plus longtemps que la période fixée par leur contrat. Avec ce slogan très simple, la force de travail peu qualifiée a complètement renversé la hiérarchisation interne de la classe ouvrière, et ainsi remis en cause la discipline de l'usine.

Ce n'est pas une simple sujétion que le capitaliste impose à un prolétariat considéré en bloc. La discipline capitaliste de l'usine est un mode d'organisation de la force de travail qui vise à la hiérarchiser et à la fractionner. «Qui salit nettoie» impose un rapport nouveau entre les ouvriers, rapport absolument contraire à cette hiérarchie et à cette discipline. Les travailleurs moins qualifiés apparaissent alors comme une avant-garde.

---

<sup>4</sup> Salazar, Antonio de Oliveira (1889-1970) : professeur d'économie politique, député pendant une brève période, ministre des Finances (choisi par les militaires) entre 1928 à 1932, il instaure, en 1933, la dictature de *l'Estado Novo* (l'État Nouveau) qui repose sur une Constitution votée par un référendum durant lequel les femmes votent pour la première fois ; un parti unique (l'Union Nationale) ; une organisation de jeunesse (à laquelle l'appartenance est obligatoire entre 7 et 14 ans) ; et une police politique (la PIDE) aidée par un réseau omniprésent de mouchards. Idéologiquement, son régime combine la prétendue «doctrine sociale» de l'Église avec le corporatisme fasciste, un anticommunisme fanatique (d'où son soutien à Hitler et Mussolini) et un nationalisme intransigeant, désireux de conserver son empire colonial à tout prix. «Dieu, Patrie, Famille» est la devise de ce régime qui n'oublie évidemment pas l'apologie des traditions et du travail. Mangeant à tous les râteliers pendant la Seconde Guerre mondiale, accueillant Juifs et réfugiés à condition qu'ils ne restent pas longtemps sur le territoire portugais, il réussit comme Franco à ne pas être renversé par les Alliés et il adhère évidemment à l'OTAN dès sa fondation en 1949 avec le fervent soutien de la Grande-Bretagne. Victime d'un accident cérébral en août 1968, il sera remplacé au poste de président du Conseil des ministres par Marcelo Caetano en septembre 1968 (*NdT*).

Cependant, si les travailleurs, avec ces rapports sociaux imposés par le «Qui salit nettoie», s'emparaient des entreprises et les remodelaient selon ce principe, ils ne produiraient plus selon les exigences de la productivité capitaliste. Il est essentiel de comprendre qu'il n'existe pas un critère de productivité unique, mais autant de critères de productivité qu'il y a d'objectifs de production, de forces sociales qui la contrôlent et de formes sociales dans lesquelles elle se réalise. Cela permet de poser le problème central : la confrontation entre les entreprises où prévalent les rapports sociaux créés par les travailleurs en lutte et qui fonctionnent selon un critère de productivité donné, et les autres entreprises subordonnées aux formes d'organisation capitalistes et à un autre critère de productivité. En d'autres termes, la confrontation entre les rapports sociaux issus de la lutte et le marché capitaliste mondial.

Même si dans une entreprise, ou deux, ou trois, autant que vous voulez, les travailleurs, à travers un processus de lutte, se sont emparés des installations et se trouvent dans l'obligation de les faire fonctionner, le capitalisme continue à dominer dans le reste de la société. Ces travailleurs produisent pour des acheteurs qui analysent le produit selon des critères capitalistes de productivité ; ils achètent des matières premières et des machines à des vendeurs qui les mettent sur le marché selon des critères de productivité capitalistes. Alors, de deux choses l'une : soit les travailleurs organisent la production qu'ils contrôlent selon les nouveaux critères issus des rapports sociaux collectifs et égalitaires, issus de la lutte – mais dans ce cas le résultat s'oppose totalement aux principes de la productivité capitaliste et, parce qu'ils sont limités à une entreprise ou à une région isolée ou à un seul pays, ces travailleurs se placent dans une position d'infériorité sur le marché mondial et sont étouffés par lui ; soit les travailleurs se soumettent aux critères de la productivité capitaliste, auquel cas il leur faut réintroduire la discipline patronale dans l'usine, la hiérarchie, etc. Tant que le marché capitaliste mondial prévaudra, le principe «Qui salit nettoie» ne pourra se développer aussi longtemps que les forces productives ne seront pas restructurées.

C'est exactement ce qui s'est passé au Portugal en 1975, et l'intensité des liens des entreprises avec le marché mondial a déterminé la rapidité avec laquelle les luttes ont reculé dans chacune d'entre elles. Les grandes entreprises des secteurs de la métallurgie, de la sidérurgie et de la construction navale qui avaient été à l'avant-garde du processus étaient aussi les plus étroitement et directement liées au marché mondial. Avec le principe du «Qui salit nettoie», on peut certes fabriquer des pétroliers, mais pas en respectant les critères de compétitivité exigés par les grandes entreprises qui les achèteront. Face à cette barrière, ces entreprises cessèrent d'être une avant-garde.

De ce nouveau point de vue, les entreprises qui devinrent l'avant-garde furent celles qui produisaient des biens de consommation populaire tels que des serviettes, des vêtements de sport et d'autres produits de ce type. Ces entreprises, même si elles étaient aux mains des ouvriers et fonctionnaient avec des rapports de travail plus égalitaires, ont pu continuer à fonctionner pendant une période considérable, durant deux ans voire plus. Je me souviens d'un cas où, pendant longtemps, l'une de ces usines vendait principalement ses produits sur ce que l'on pourrait appeler le «marché de la solidarité». Il s'agissait d'un marché dans le sens où il y avait encore de l'argent, mais les achats ne reposaient pas sur les critères capitalistes de productivité, mais sur le soutien apporté par la population ouvrière aux travailleurs en lutte. Ce sont des entreprises de ce type qui contribuèrent le plus à projeter les nouveaux rapports sociaux vers le remodelage du processus de travail et des forces productives. Dans les phases successives de la lutte et, à chaque moment, pour ses différentes facettes, différentes avant-gardes se sont distinguées. C'est, à mon avis, l'un des aspects fondamentaux qui remet en cause la conception traditionnelle du parti ouvrier en tant qu'avant-garde unique et organisée.

Nous avons donc eu des rythmes de lutte différents dans chaque type d'entreprise, mais dans aucune d'entre elles on n'a pu observer une durée indéfinie d'expériences révolutionnaires. Ne serait-ce qu'indirectement, dans l'ensemble de la société, le marché mondial a pesé de tout son

poids sur l'ensemble des entreprises sans exception et a fait triompher ses critères. Par conséquent, le marché capitaliste, et plus précisément le marché mondial, représente le principal obstacle à la réorganisation des forces productives en harmonie avec les rapports sociaux créés dans la lutte. Cela permet aussi de souligner la nécessité d'internationaliser les luttes et les conséquences tragiques entraînées par l'absence – jusqu'à aujourd'hui – d'une unification internationale du mouvement ouvrier.

C'est précisément à ce moment que les capitalistes peuvent procéder à une seconde récupération des luttes prolétariennes. J'ai déjà signalé la première forme de récupération, qui consiste à répondre immédiatement aux revendications du prolétariat en réduisant rapidement le temps de travail incorporé dans sa force de travail ; c'est ce que j'ai appelé les cycles courts de la plus-value relative.

La seconde forme de récupération apparaît précisément lorsque le marché mondial empêche les nouveaux rapports sociaux issus de la lutte de s'étendre au processus de travail et aux forces productives. Lorsque ces rapports sociaux cessent de s'étendre, les travailleurs ne les soutiennent plus. Ils avaient des comités d'usine, des commissions de travailleurs, élus de la manière la plus démocratique, révocables, et dont l'objectif était de restructurer le processus de travail. Lorsque ces commissions sont confrontées au marché mondial et ne parviennent pas à le détruire, elles obéissent aux critères imposés par celui-ci. Au lieu de continuer, la restructuration du processus de travail est au contraire arrêtée et l'entreprise continue à travailler selon les principes de la productivité capitaliste. La réaction immédiate des travailleurs est de changer de commission. Et que se passe-t-il avec la nouvelle ? Elle agit exactement comme la précédente et, si ses membres ne sont pas d'accord pour suivre cette voie, ils n'ont plus qu'à démissionner. C'est par ce processus que commence et se poursuit la démoralisation de la classe ouvrière dans chaque entreprise. Les travailleurs abandonnent alors progressivement la lutte, s'en désintéressent, baissent les bras et cessent de croire en la possibilité de réorganiser les rapports de production et les forces productives.

En même temps, grâce à ce processus, les capitalistes s'approprient des institutions qui ont déjà dégénéré à la suite du blocage des luttes ; ils les déforment encore plus et les intègrent dans le processus de production. Permettez-moi de vous donner un exemple : à une époque, les syndicats fortement centralisés étaient les institutions qui correspondaient aux caractéristiques organiques de la classe ouvrière et l'encadraient dans ses luttes. L'échec de cette étape du mouvement prolétarien s'est traduit par la récupération de ces institutions par le capitalisme, le développement des grands syndicats bureaucratisés et la réorganisation du processus de travail selon les normes du taylorisme. À mon avis, chaque étape de l'organisation du travail n'est que le résultat de l'appropriation par les capitalistes d'institutions qui, originellement, sont apparues avec les luttes ouvrières. Elles se sont ensuite retrouvées dans une impasse et les travailleurs se sont éloigné d'elles. Elles ont souffert de la désaffection des masses ouvrières, ont dégénéré, se sont bureaucratisées et sont finalement devenues suffisamment mûres, ou suffisamment pourries, pour être récupérées par le Capital.

L'histoire des réorganisations capitalistes du processus de travail va de pair avec celle des défaites du mouvement ouvrier.

Prenons un autre exemple actuel [1986] : au cours des dix, voire des vingt dernières années, le prolétariat a créé des formes de lutte caractérisées par un haut degré d'autonomie. Ce fut le cas de l'aile la plus radicale, qui a défendu une critique de gauche du maoïsme, au cours du processus complexe de la «révolution culturelle» en Chine ; ce fut le cas au Portugal en 1974 et 1975 ; ou, plus récemment, avec l'immense lutte du prolétariat en Pologne. Et de nombreux autres exemples, ayant une moindre ampleur et une moindre répercussion, confirment la tendance des mouvements de travailleurs à adopter une conduite autonome. Cette tendance est encore en pleine ascension et, en ce sens, on peut dire qu'elle est dans une phase glorieuse ; mais, comme chacune de ces luttes particulières a échoué à renverser le capitalisme, ses

institutions ont, de ce point de vue, été vaincues et récupérées par les capitalistes. La constitution des Centres de contrôle de qualité (CCQ) et des autres systèmes de travail qui leur sont liés repose sur cette récupération.

Que doit imposer le prolétariat lorsqu'il lutte de manière autonome ? Il doit imposer sa capacité à gérer la lutte, à la mener lui-même. Les travailleurs refusent un système syndical hiérarchisé dans lequel ils sont contraints d'obéir à des directives, parce qu'ils veulent contribuer à la définition des objectifs et à leur mise en œuvre. Et que sont les CCQ et autres systèmes apparentés ? Ils formalisent l'exploitation par les capitalistes de la capacité de réflexion et de gestion des travailleurs.

Je me souviens d'un article sur le sujet paru dans *Business Week*<sup>5</sup> qui citait le vice-président des relations sociales de General Motors : «*Nous vivons toujours dans le monde des années 1930. Nous payons pour l'utilisation des mains du travailleur mais pas pour ce qu'il peut nous offrir sur le plan intellectuel.*»

A chaque étape de la constitution organique du prolétariat correspondent certaines formes de lutte et certains rapports sociaux issus de la lutte ; chaque fois que ces rapports sociaux rencontrent un obstacle qu'ils ne peuvent surmonter, ils dégèrent et sont récupérés par le capitalisme, qui réorganise le processus de travail en fonction de ces formes déjà dégérées. J'appelle chacun de ces cycles de développement des formes de lutte, et de leur récupération, des *cycles longs de la plus-value relative*. J'ai commencé par dire que le prolétariat avait deux vies. Je me suis efforcé jusqu'ici de montrer comment ces deux aspects s'articulent, au sein des luttes sociales, dans le cadre de la plus-value relative.

Selon moi, après avoir achevé chaque cycle, la plus-value relative devient *absolue*. Une forme donnée de la plus-value relative n'est pas éternellement relative ; à partir du moment où elle devient le schéma normal de la production capitaliste, le différentiel qui la caractérisait comme relative s'épuise et d'autres formes apparaissent. Et, à chaque nouveau cycle, les systèmes capitalistes d'organisation du travail se restructurent toujours. Nous voyons donc pourquoi l'histoire du mouvement ouvrier ne doit pas se concentrer sur les anecdotes des partis politiques, les procès-verbaux des congrès, les réunions, les scissions, les divergences et les convergences, mais précisément sur les cycles de la plus-value relative. C'est dans ce cadre que nous pouvons comprendre les rapports sociaux qui ont émergé dans les luttes ainsi que la dégénérescence et le rétablissement ultérieurs des institutions qu'elles ont produites ; ces dimensions devraient, à mon avis, attirer l'attention des chercheurs qui analysent le mouvement ouvrier.

Les cycles de montée et de récupération des luttes déterminent les caractéristiques des nouveaux rapports sociaux ; ils rythment le développement organique de la classe ouvrière, sa relation avec les capitalistes. Dans cette perspective dynamique du modèle de la plus-value, nous voyons que le Capital n'est rien d'autre que la relation antagoniste établie entre les capitalistes et le prolétariat.

Mais si l'histoire du mouvement ouvrier coïncide avec celle des cycles de la plus-value relative, cette hypothèse implique de prendre en compte l'intégration réciproque croissante des entreprises. L'augmentation de la productivité dans une entreprise ne se produit pas de façon isolée, mais en s'appuyant sur toutes les autres entreprises, qui doivent, elles aussi, augmenter leur productivité dans un mécanisme global ; et le remodelage des processus de travail ne peut s'opérer dans une entreprise sans se répercuter sur les autres. C'est donc la structure même du capitalisme qui oblige les entreprises à établir des relations de plus en plus étroites entre elles. Les conditions fondamentales nécessaires à cette intégration, je les appelle les *Conditions*

---

<sup>5</sup> «The New Industrial Relations», *Business Week*, 11 mai 1981, pp. 58- 68. La citation se trouve page 61.

*Générales de Production.* Pour donner une définition très brève et simpliste, il s'agit des infrastructures sociales et matérielles les plus larges possibles, qui sont nécessaires à l'interrelation des unités de production dans le processus économique global<sup>6</sup>.

Du point de vue social, l'intégration croissante des entreprises provoquée par le mécanisme de la plus-value relative implique, d'un côté, le renforcement de la classe qui se développe à partir de l'interrelation entre les unités de production et, de l'autre, le déclin de la classe qui gère les entreprises uniquement en tant qu'unités isolées ; ces deux aspects peuvent être détectés dans le fonctionnement des unités économiques, mais la première dimension a progressivement pris le pas sur la seconde.

A mon avis, il existe deux classes capitalistes : l'une, la *classe bourgeoise*, dérive du

---

<sup>6</sup> Pour João Bernardo, les Conditions générales de production recouvrent :

1) les **Conditions générales de production et reproduction de force de travail** : les crèches et les établissements d'enseignement destinés à former les nouvelles générations de travailleurs ; les infrastructures sanitaires et les hôpitaux ; plus généralement le milieu social, donc le cadre urbain et l'urbanisme au sens large ;

2) les **Conditions générales permettant la réalisation sociale de l'exploitation** afin que le processus de travail aboutisse à la production de plus-value. En effet, les travailleurs sont dépossédés de la possibilité de reproduire et de former de façon indépendante leur force de travail ; ils sont également dépossédés des produits qu'ils créent ; et ils sont tenus à l'écart de l'organisation du processus de travail. C'est le rôle des institutions répressives de garantir cette exploitation.

3) les **Conditions générales d'opérabilité du processus de travail.** Ces conditions permettent l'existence matérielle du processus de travail, défini comme processus d'exploitation. Sous le capitalisme, l'exploitation économique des travailleurs requiert des moyens technologiques qui ont une double fonction : ils éloignent les travailleurs de la gestion de la production, et ils mettent à la disposition des capitalistes les moyens d'effectuer cette gestion. Cela inclut les centres de recherche, à la fois théorique et appliquée, à travers lesquels les capitalistes réalisent et reproduisent leur contrôle sur la technologie, en excluant les travailleurs ; mais aussi les différentes formes de captation, de transmission et de stockage des informations qui assurent aux capitalistes le contrôle des mécanismes de décision et leur permettent d'imposer à la force de travail les limites strictes entre lesquelles elle peut exprimer son opinion ou prendre des décisions concernant les processus de fabrication ;

4) les **Conditions générales d'exploitation des unités de production.** Cela désigne les infrastructures, notamment les réseaux de production et de distribution d'énergie ; les réseaux de communication et de transport ; les systèmes de distribution de l'eau et d'élimination des eaux usées et, en général, la collecte des ordures ; la création, la préparation et le conditionnement d'espaces ou d'installations physiques, et l'environnement où les processus de production sont installés ;

5) les **Conditions générales d'opérabilité du marché.** Il s'agit des systèmes de transmission, de croisement et de comparaison des informations permettant l'établissement de relations entre producteurs et consommateurs ; des réseaux de transport et de stockage des produits dont la consommation n'est pas immédiate, dans la mesure ils résultent de plusieurs lignes de production ;

6) les **Conditions générales de réalisation sociale du marché.** Elles permettent principalement de stimuler la consommation de certains biens spécifiques produits par certaines entreprises. Elles déterminent un certain mode de vie, l'acquisition de certains biens ou même la consommation en général. La publicité et certains aspects de l'éducation jouent ici un rôle.

[Cf. João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, 1991, pp. 159-16, disponible en ligne, (NdT).]



fonctionnement isolé de chaque unité de production, de la fragmentation des processus économiques. Pour cette raison, les formes de propriété – c'est-à-dire les droits à percevoir la plus-value répartie entre les éléments de cette classe – sont, dans la bourgeoisie, fractionnées et privées. L'autre classe capitaliste est celle des *gestionnaires*<sup>7</sup>, qui découle du fonctionnement des unités économiques engagées dans des relations réciproques, et de la nature globalisante du processus de production. Pour cette raison, les formes de propriété sont collectives parmi les gestionnaires, c'est-à-dire que leurs droits, dans la distribution de la plus-value, sont fondés sur la relation de chaque membre de la classe avec les aspects les plus centraux et les plus intégrés du processus économique. Ce n'est pas la manière dont les éléments d'une classe s'approprient les moyens de production qui définit le caractère de cette classe, mais la position qu'ils occupent dans le système d'exploitation. Qu'il s'agisse d'une appropriation privée ou collective, dans tous les cas, la bourgeoisie et les gestionnaires détiennent les moyens de production contre le prolétariat, qu'ils exploitent. Gestionnaires et bourgeois constituent deux classes capitalistes parce que leur position sociale leur permet d'extorquer de la plus-value au prolétariat.

Mais, en intensifiant l'intégration réciproque des unités de production, le développement de la plus-value relative homogénéise le champ d'existence de la classe des gestionnaires, processus qui la renforce et affaiblit la bourgeoisie. De plus, cela provoque un remodelage de l'appareil d'État. Tant que prévalait la fragmentation du processus économique, et tant que le caractère isolé des entreprises prenait le pas sur leur interrelation (c'est-à-dire, tant que la classe bourgeoise était socialement plus forte que celle des gestionnaires), l'appareil d'État classique assurait les relations nécessaires entre les entreprises.

Je fais ici référence aux institutions auxquelles nous pensons tous lorsque nous entendons le mot État : le gouvernement, les administrations qui en dépendent immédiatement et les tribunaux. J'appelle l'ensemble de ces institutions traditionnelles l'*État Restreint*<sup>8</sup>. Il est restreint parce que plus l'intégration réciproque des unités économiques s'accroît, plus elle s'opère au niveau des entreprises elles-mêmes, et plus elle dépasse les institutions de l'État classique et le relègue ainsi à des fonctions *restreintes*. Les entreprises, et surtout les plus importantes, les grandes sociétés transnationales, établissent des relations directes avec les autres unités économiques et attirent dans leur orbite d'autres institutions qui appartenaient auparavant à l'appareil d'État classique ou gravitaient autour de lui.

C'est ainsi que les administrations étatiques deviennent de plus en plus autonomes par rapport aux gouvernements. Leurs organismes dirigeants ne dépendent plus des ministres – de fait, quand ce n'est pas de droit – et reposent de plus en plus sur la cooptation ; il en va de même pour les entreprises formellement détenues par l'État. Sans oublier celle qui, parmi toutes les administrations étatiques, assume depuis de nombreuses années le rôle économique le plus affirmé : l'institution militaire. Les ministres, les gouvernements, et même parfois les régimes changent, mais toute une partie de ce qui était l'appareil d'État classique reste insensible à ces remodelages et s'autonomise par rapport aux autres institutions de l'État restreint ; elle est désormais intégrée dans le réseau de relations construit directement au niveau des grandes entreprises.

Un processus similaire est également en cours avec les dirigeants des syndicats

---

<sup>7</sup> J'ai choisi de traduire *gestores* par «gestionnaires». En effet, selon le dictionnaire Aurelio, ce terme désigne «une personne responsable de l'administration et de la gestion (planification, organisation, contrôle et direction)» d'une entreprise. Un autre traducteur a préféré le mot «managers» (cf. João Bernardo, *Economie des processus révolutionnaires*, Vosstanie, 2022), concept tout aussi juste, polysémique et... imparfait ! (NdT).

<sup>8</sup> Pour plus de détails, on pourra lire ce texte de João Bernardo, «État Restreint, État Élargi et corporatisme», traduit dans la revue *Ni patrie ni frontières* n° 4-5 (juin-septembre 2003) et disponible en ligne : <https://nfnf.eu/spip.php?article1024> (NdT).

bureaucratiques, qui dialoguent ou collaborent de moins en moins avec ce qui reste de l'État classique et établissent désormais des relations directes avec les grandes entreprises. Celles-ci occupent désormais le sommet du système que j'appelle *néocorporatisme* : *corporatisme* parce qu'il articule les grandes entreprises, les principales administrations, les directions des grands syndicats ; *néo* parce qu'il se développe en dehors de l'appareil d'État traditionnel. Et c'est ainsi que cet État, devenu Restreint, est dépassé par ce que j'appelle l'*État Élargi*.

Si les cycles de la plus-value relative scandent l'histoire du mouvement ouvrier, elles rythment aussi, du côté du Capital, le renforcement social de la classe des gestionnaires et le dépassement croissant de l'État Restreint par l'État Élargi. La classe des gestionnaires prospère grâce à l'interrelation des entreprises dans un processus économique global ; l'État Élargi assure l'organisation directe du processus économique global au niveau des entreprises qui sont interreliées. Et inversement : plus l'État Élargi développe son champ d'action, plus la classe dirigeante s'unifie et donc plus elle se renforce socialement. Le développement de l'État Élargi et celui de la classe des gestionnaires sont concomitants.

Plus la classe des gestionnaires s'unifie et s'homogénéise, plus elle s'oppose clairement à la classe ouvrière. Jusqu'à présent, et pour m'exprimer de manière impressionniste, la force des gestionnaires est venue de leur capacité à se cacher du prolétariat et à ne se révéler qu'à la bourgeoisie. Face au prolétariat, les gestionnaires se présentent comme des salariés et s'affirment ainsi comme des adversaires communs de la classe bourgeoise jusqu'au moment où se clarifie l'antagonisme qui oppose prolétaires et gestionnaires : quand la classe des gestionnaires s'unifie, que le champ d'action de la bourgeoisie se réduit, que l'État Élargi se développe et que l'État Restreint décline.

A l'heure actuelle, contrairement aux époques historiques précédentes, la faiblesse du prolétariat ne provient plus de sa relation ambiguë, voire de sa confusion, avec les gestionnaires ; elle découle de sa fragmentation provoquée par différentes formes pratiques d'exploitation, où les mécanismes concrets de la plus-value relative opèrent de manière différente et où la plus-value absolue assume une importance variable, en passant parfois au premier plan.

Telle est la base des hétérogénéités régionales et nationales du prolétariat, face à une classe des gestionnaires unifiée et homogénéisée à l'échelle mondiale. Le Brésil nous en offre un bon exemple : face à une classe des gestionnaires réellement unifiée, qui se présente donc de cette manière dans les antagonismes sociaux, nous voyons un prolétariat divisé ; certains travaillent dans des centres hautement industriels à forte productivité, d'autres sont soumis à une exploitation plus primaire, et ces derniers sont également divisés et fracturés entre eux. L'écart entre la fragmentation de la classe prolétarienne et l'unification mondiale de la classe des gestionnaires est, à mon avis, responsable des faiblesses actuelles du mouvement ouvrier. C'est sans doute le point à partir duquel l'étape actuelle des luttes inaugurerait un nouveau cycle long de la plus-value relative.

Si nous définissons l'État comme les mécanismes de pouvoir employés par les classes dominantes – et cette perspective me semble être la seule utile pour le mouvement ouvrier – nous ne pouvons nous limiter à l'État Restreint. Nous devons considérer tous les appareils de pouvoir effectif du capitalisme comme un État. Les capitalistes ne sont pas seulement des législateurs au sein du gouvernement ou du parlement – d'ailleurs, aujourd'hui, ce ne sont plus les lieux où ils exercent principalement leur pouvoir. Les capitalistes légifèrent à l'intérieur des usines – et ils le font pratiquement sans limites, ou plutôt avec des limites qui découlent uniquement de la lutte directe des travailleurs. Au sein de l'entreprise, le capitaliste légifère dans la mesure exacte où il organise le processus de production, où il impose une discipline de travail. C'est dans ce champ d'action que le néocorporatisme, l'État Élargi, s'impose et se développe. Et, dans la phase actuelle, quand il conduit ses luttes de façon autonome, le mouvement ouvrier affronte l'État Élargi, plutôt que l'État restreint.

Cette évolution a sonné le glas des partis dits ouvriers ou à base ouvrière. Les partis léninistes

– ou néo-léninistes, pour inclure toutes les tentatives parfois désespérées et contradictoires d’actualisation du modèle – puisaient leur force dans les entreprises, mais canalisait l’action des travailleurs en dehors de celles-ci, vers la conquête des centres traditionnels de gouvernement. Les organes classiques de l’appareil d’État sont aujourd’hui dépourvus de tout pouvoir effectif. Avec l’instauration du suffrage universel, avec l’ascension au Parlement des partis ayant une base ouvrière, ces institutions étatiques ont perdu l’efficacité qu’elles avaient et se réduisent à un État Restreint.

Le prolétariat qui participa à la prise du Palais d’Hiver, le 7 novembre 1917, à Petrograd pensait y trouver le pouvoir. La persistance de l’exploitation en URSS jusqu’à ce jour montre clairement qu’il s’est trompé. D’après les formes actuelles prises par le mouvement ouvrier, il ne semble pas que ces erreurs se répètent. Ceux qui, par les armes ou par le bulletin de vote, prétendent conquérir d’autres palais se sont généralement heurtés, lors des moments cruciaux, à l’indifférence du prolétariat. Et même si de telles démarches ont parfois suscité des manifestations d’intérêt, celles-ci ont été trop brèves pour révéler une tendance actuelle de la classe ouvrière à vouloir conquérir les institutions de l’État Restreint. Les confrontations sociales ont clairement montré que le pouvoir n’est plus concentré dans l’État traditionnel, mais dispersé entre les nombreux centres de l’État Élargi. Pour la classe ouvrière, la conquête de l’État Restreint est aujourd’hui une conquête du vide. La Constitution qui compte n’est pas celle qui régit (ou pourrait régir) le fonctionnement d’institutions de plus en plus vides de contenu, mais l’organisation du processus de travail sur lequel repose l’exploitation et, par conséquent, tous les mécanismes de pouvoir de plus en plus efficaces de l’État Élargi.

Telles sont, à mon avis, les perspectives ouvertes au mouvement ouvrier par le développement des cycles de la plus-value relative. Au stade actuel, où le degré d’intégration réciproque des unités économiques est tellement élevé, le seul sens que peut avoir l’autonomie ouvrière est d’entreprendre une lutte contre le capitalisme dans sa globalité. Il s’agit d’une structure globale, celle des rapports sociaux nés de la lutte des travailleurs, qui se heurte à une autre structure mondiale, celle du capitalisme organisé en État Élargi. L’autonomie ouvrière est aujourd’hui synonyme de lutte contre l’État Élargi. Des deux vies du prolétariat, l’une détruira l’autre.

**João Bernardo, 1986**